

Brochure n° 3005-II

**Conventions collectives nationales
et accords nationaux**

IDCC : 1702. – **TRAVAUX PUBLICS**
Tome II : Ouvriers
(4^e édition. – Mars 2003)

ACCORD « SALAIRES » DU 10 DÉCEMBRE 2004
(LIMOUSIN)

NOR : *ASET0550177M*
IDCC : 1702

Entre :

La fédération régionale des travaux publics de la région Limousin ;
La fédération départementale des travaux publics et de la construction
« TP 19 » ;
La fédération départementale des travaux publics et de la construction
« TP 23 » ;
La fédération départementale des travaux publics et de la construction
« TP 87 » ;
Le syndicat professionnel régional de l'industrie routière « SPRIR » ;
Le syndicat des entreprises de génie civil électrique « SERCE » ;
La délégation régionale du syndicat national des entrepreneurs de « Cana-
lisateurs de France »,

D'une part, et

La CFDT ;
FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

En application de l'avenant n° 2 du 24 juillet 2002 à la convention collec-
tive nationale des ouvriers de travaux publics du 15 décembre 1992, les
barèmes des salaires minima des ouvriers de travaux publics sont établis
dans les conditions suivantes.

Article 1^{er}

A compter du 1^{er} janvier 2005, pour les ouvriers des entreprises de travaux publics quel que soit leur horaire de travail, les salaires minima annuels base 35 heures sont fixés comme suit :

NIVEAU	COEFFICIENT	VALEUR ANNUELLE de point (en euros)	SALAIRE MINIMUM annuel sur la base 35 heures (en euros)
Niveau I			
Position 1	100	151,37	15 137
Position 2	110	141,41	15 556
Niveau II			
Position 1	125	127,80	15 975
Position 2	140	127,80	17 893
Niveau III			
Position 1	150 (*)	127,80	19 171
Position 2	165	126,97	20 952
Niveau IV	180	126,97	22 856
(*) Nouvelle position hiérarchique mise en place par l'accord précité.			

Rappel : aucun salaire ne peut être inférieur au SMIC.

Le barème établi sur la base des 35 heures n'inclut pas les heures supplémentaires (principal et majorations).

Article 2

Date d'application

Les dispositions qui précèdent s'appliquent à compter du 1^{er} janvier 2005.

Article 3

Dépôt de l'accord

Le présent accord sera déposé, en 2 exemplaires, aux directions départementales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Limoges, de Guéret et de Tulle et remis au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes de Limoges conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur.

Fait à Limoges, le 10 décembre 2004.

(Suivent les signatures.)